

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGINA SUNTORY FRANCE

52 boulevard du parc
92200 Neuilly-sur-Seine

Code AIOT : 0006506379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2024 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE implanté 42 RUE EMILE ZOLA BP 123 93120 La Courneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans l'action régionale JOP2024 et est axée sur les moyens de lutte contre l'incendie et le stockage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE
- 42 RUE EMILE ZOLA BP 123 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0006506379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Orangina Suntory a pour activité la préparation et mise en bouteille de boissons gazeuses. L'installation est classée sous la rubrique 3642 - Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux (autorisation IED).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 11-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 18	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 8	Sans objet
2	Pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 9	Sans objet
4	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 13	Sans objet
5	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 15	Sans objet
7	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 21	Sans objet
8	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 33-4	Sans objet
9	Stockage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
10	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Sans objet
11	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
12	Format FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
13	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
14	Méthodes de traitement des déchets FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant,

sous un délai de 2 mois :

- la levée de l'essentiel des non-conformités liées aux installations électriques soulevées lors de la visite du 28/02/2023;
- la transmission à l'Inspection du rapport d'entretien des installations électriques de 2024.

sous un délai de 3 mois :

- d'afficher les consignes à jour fixant la conduite à tenir en cas d'incendie dans les locaux et les postes de travail fréquentés par le personnel;
- de définir les missions et de désigner les équipes de première intervention, composées de personnels dûment formés, de désigner la personne chargée de guider les sapeurs-pompiers ;
- de mettre en place et d'afficher un planning permettant de connaître à tout moment le personnel présent sur site formé à l'intervention en cas d'incendie.

L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant :

- que les acides et les bases ne peuvent être stockés sur les mêmes rétentions pour prévenir tout mélange incompatible, à toutes fins utiles ;
- que les bidons ayant contenu des substances dangereuses doivent également être sur rétention, même s'ils sont en attente d'enlèvement ;
- que le système de confinement des réseaux doit être entretenu et testé régulièrement pour être fonctionnel.

À cette fin l'Inspection propose à M. le Préfet la rédaction d'un APC prescrivant une fréquence d'entretien et de test annuelle pour le système de confinement des eaux d'extinction. Cette prescription pourra être ajoutée à l'APC consécutif à l'envoi prochain du Porter-A-Connaissance par l'exploitant, dans le cadre de sa régularisation administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollutions des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir 50% de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.
Constats : Les produits dangereux sont sur des rétentions qui sont suffisamment dimensionnées. Les cuves d'acide chlorhydrique et d'acide sulfurique notamment sont à double enveloppe avec détecteur de niveau. Certains bidons vides en attente d'enlèvement n'étaient pas sur rétention, notamment du Divo Ultra (détergent corrosif) qui était sur des palettes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant: - que les bidons ayant contenu des substances dangereuses doivent également être sur rétention, même s'ils sont en attente d'enlèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Pollutions des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement du réseau
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct ou indirect de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel. Les produits récupérés en cas d'accident ne pourront être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions de la condition 6 ou seront éliminés comme des déchets conformément à la condition 10 du présent arrêté.
Constats : Le site peut être confiné à l'aide d'une vanne de blocage, pour prévenir la contamination du réseau en cas d'incendie ou d'épandage accidentel. L'exploitant a fourni lors de la visite un plan des réseaux ainsi que l'entretien du séparateur hydrocarbure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant; - que le système de confinement des réseaux doit être entretenu et testé régulièrement pour être fonctionnel. L'Inspection propose à M. le Préfet la rédaction d'un APC prescrivant une fréquence d'entretien et de test annuelle pour le système de confinement des eaux d'extinction. Cette prescription pourra être ajoutée à l'APC consécutif à l'envoi prochain du Porter-A-Connaissance par l'exploitant, dans le cadre de sa régularisation administrative.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 11-1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation électrique devra être conforme aux spécifications de la norme française C 15 100. Elle sera entretenue en bon état, périodiquement vérifiée et au moins une fois par an. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière vérification des installations électriques dans le cadre du certificat Q18 a été effectuée par l'APAVE le 28/02/2023, et relevait 254 non-conformités. L'Inspection remarque la présence de bon nombre de non-conformités récurrentes dues à un manque de traçabilité de la part de l'exploitant, qui se fait dorénavant accompagner par la société EIFFAGE pour procéder à la mise en conformité de ses installations électriques. La dernière vérification des installations électriques par thermographie dans le cadre du certificat Q19 a été réalisée par SEFI le 21/11/2023. Deux points de chaleur avaient été détectés. La société Actemium a été mandatée pour lever ces non-conformités en date du 16/01/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant le grand nombre de non-conformités (dont beaucoup sont récurrentes), les installations électriques ne peuvent être considérées comme étant en bon état. Aussi, l'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai de 2 mois: - la levée de l'essentiel des non-conformités soulevées lors de la visite du 28/02/2023; - la transmission à l'Inspection du rapport d'entretien des installations électriques de 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Des extincteurs portatifs, conformes aux normes, appropriés aux risques à combattre seront répartis près des accès et dans les dégagements, à raison de 18 litres de produit extincteur ou équivalent par 200 m2 de surface.
Constats : Des extincteurs, en nombre et vérifiés annuellement, sont judicieusement placés au sein du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Prescription contrôlée : Les moyens de secours seront disposés de façon bien visible et on maintiendra leur accès constamment dégagé. Les moyens de secours et leur bon fonctionnement seront vérifiés au moins une fois par an. Ils seront protégés du gel éventuel. Le personnel sera régulièrement entraîné à leur manœuvre.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie comprennent: <ul style="list-style-type: none">- des RIA;- des extincteurs;- une couverture anti-feu;- du sable et une pelle. Le rapport d'entretien des moyens de lutte contre l'incendie date du 20/11/2023 et a été réalisé par DESAUTEL. Les pièces défectueuses ont été changées dans la foulée. La prochaine formation du personnel aura lieu en octobre. En cas d'incendie, des responsables d'évacuation, des guide-file et des serre-file désignés prochainement devront appliquer des consignes définies, qui ont été transmises par l'exploitant. Des exercices sont régulièrement effectués afin de tester les consignes d'évacuation, le dernier en date a été effectué en mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité fixant la conduite à tenir en cas d'incendie (alarmes, alerte, évacuation du personnel, attaque du feu, ouverture des portes, personne chargée de guider les sapeurs-pompiers, etc.) seront établies et affichées dans les différents locaux. Des équipes de première intervention, en cas d'incendie, seront prévues
Constats : Actuellement, le site ne possède pas d'équipe d'intervention nommément désignée. Elle sera mise en place suite à la prochaine formation du personnel qui aura lieu en octobre. En cas d'incendie, des responsables d'évacuation, des guide-file et des serre-file désignés prochainement devront appliquer des consignes définies, qui ont été transmises par l'exploitant. En outre, le site ne possède pas de planning avec un responsable sécurité pour chaque créneau d'activité. Toutefois, le poste de garde possède des consignes détaillées. Des plans d'évacuation assez anciens sont affichés dans divers locaux. Les consignes ne sont pas affichées dans tous les locaux fréquentés par le personnel, et à tous les postes de travail clefs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous 3 mois: <ul style="list-style-type: none">- d'afficher les consignes à jour fixant la conduite à tenir en cas d'incendie dans les locaux et les postes de travail fréquentés par le personnel;- de définir les missions et de désigner les équipes de première intervention, composées de personnels dûment formés, de désigner la personne chargée de guider les sapeurs-pompiers ;- de mettre en place et d'afficher un planning permettant de connaître à tout moment le personnel présent sur site formé à l'intervention en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme
Prescription contrôlée : Un dispositif d'alarme sonore destiné à inviter le personnel à quitter les locaux en cas d'incendie devra être mis en place. On réalisera un éclairage de sécurité permettant aux occupants une évacuation rapide et sûre des locaux. On jalonnera les cheminements d'évacuation du personnel et on les maintiendra constamment dégagés.
Constats : Le site est sur alarme incendie, déclenchée automatiquement ou par activation manuelle selon les locaux. Le dispositif est testé annuellement, le dernier entretien a été effectué par Chubb le 23/05/2023. Le rapport d'intervention de cette société mentionnait, entre autres que certains boîtiers de déclenchement manuels étaient en court-circuit. Un bon de commande a été adressé à la société Chubb le 19/04/2024 afin de remédier à ces désordres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 33-4
Thème(s) : Risques accidentels, Robinets d'Incendie Armés
Prescription contrôlée : On installera des robinets d'incendie armés, de diamètre 40 millimètres, conformément aux normes S 61.201 et S 62.202
Constats : Les RIA sont positionnées judicieusement et entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant possède un plan des cuves de produits dangereux et des armoires contenant les acides et les bases. Le plan est confus sur ce dernier point, il n'est pas clairement établi que les bases et les acides sont stockés sur des rétentions différentes. Ce plan est tenu à disposition des services de secours. L'exploitant possède les FDS des produits dangereux qu'il stocke, ainsi qu'un état des matières stockées, mis à jour régulièrement. Celui du 17/04/2023 a été consulté sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant, à toute fin utile, que les acides et les bases ne peuvent être stockés sur les mêmes rétentions pour prévenir tout mélange incompatible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : 1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.
Constats : L'Inspection a pu consulter sur site les FDS des produits suivants : - P Polix XT - Dryexx GF Ces fiches sont éditées par ECOLAB.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : Les FDS fournies sont en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Format FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
Constats : Les FDS fournies contiennent les 16 rubriques mentionnées dans la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conditions de stockage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les conditions de stockage des deux produits précités sont respectées sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Méthodes de traitement des déchets FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les produits chimiques sont éliminés conformément aux recommandations des FDS. ECOLAB récupère les contenants souillés. Les structures des contenants sont conformes aux recommandations des FDS.
Type de suites proposées : Sans suite